

Message du Conseil en Éducation des Premières Nations



www.cepn-fnec.com



**Le Canada a
voté contre
la Déclaration
des Nations
Unies sur
les droits
des peuples
autochtones.
Pourquoi?**



Le Conseil en éducation des Premières Nations (CEPN)

Le CEPN est un organisme qui regroupe 22 communautés issues de huit Premières Nations du Québec. Fondé en 1985, il a pour mandat de défendre les droits des Premières Nations en éducation. Pour en savoir davantage sur le CEPN, visitez son site Internet, au : www.cepn-fnec.com

Contexte actuel de l'éducation des Premières Nations

- En 1972, la Fraternité des Indiens du Canada (aujourd'hui l'Assemblée des Premières Nations) publie une déclaration de principes dans un document historique intitulé *La maîtrise indienne de l'éducation indienne*.
- Le document réaffirme le droit des peuples autochtones à l'autonomie en matière d'éducation pour donner à leurs enfants une éducation conforme à leurs valeurs.
- L'année suivante, le gouvernement du Canada reconnaît ce document.
- Près de 40 ans plus tard, la plupart des communautés des Premières Nations du Québec ont pris en charge l'administration de leurs écoles.

Qu'en est-il des ressources que les Premières Nations étaient en droit d'attendre de la part du gouvernement du Canada?

« Il est rare qu'une question relevant de la politique gouvernementale fasse l'unanimité, mais celle de l'éducation des Autochtones fait exception à cette règle. En effet, tous les experts et porte-paroles de la fonction publique et du secteur privé, tous les Canadiens, autochtones ou non, s'entendent tout simplement sur une chose, à savoir qu'il faut absolument améliorer la scolarisation des Autochtones et que l'avenir de chaque Autochtone, de sa famille, de ses enfants, de sa collectivité, et celui de la société canadienne dans son ensemble, en dépendent. »
Président du Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord, Colin Mayes, février 2007.

Le gouvernement canadien menace la liberté d'expression et veut faire taire les voix des Premières Nations.

Selon l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. »

Pourtant, le présent gouvernement menace de réduire le financement d'organismes des Premières Nations qui veulent manifester pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme une attaque aux droits les plus fondamentaux des Premières Nations.

Il faut sérieusement se questionner sur le respect que le gouvernement fédéral accorde à la liberté d'expression et à la liberté de réunion des Premières Nations.

Pour couronner le tout, un vote contre la Déclaration des droits des peuples autochtones.

Après deux décennies de travail, le 13 septembre 2007, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration sur les droits des peuples autochtones (143 voix contre 4).

Il est honteux que le Canada fasse partie des quatre pays qui ont voté contre cette déclaration et que le gouvernement actuel continue d'exercer des pressions sur d'autres pays pour qu'ils votent également contre cette déclaration historique.

La décision du Canada de ne pas appuyer cette déclaration va à l'encontre des droits humains les plus fondamentaux de l'avis non seulement des Premières Nations, mais de celui d'organismes de défense des droits de la personne et selon la tradition canadienne de défense des normes des Nations Unies à l'égard de la promotion des droits de l'homme à l'échelle internationale.

Le Canada, pays juste et équitable?

Le budget de février 2008 ne fait rien pour remédier à des manquements connus et inacceptables.

Le budget fédéral de 2008 ne tient compte d'aucune recommandation des nombreuses études, consultations, groupes de travail, comités parlementaires que le gouvernement fédéral a lui-même appuyés au cours des 35 dernières années. Tout ce que ce budget propose est une intégration forcée des systèmes des Premières Nations avec les systèmes provinciaux.

Voici un des faits saillants du budget de février 2008 : « Consacrer 70 millions sur deux ans à l'amélioration des rendements scolaires pour les Premières nations en renforçant la reddition de comptes et en favorisant l'intégration avec les systèmes provinciaux ».

Comment ne pas en déduire que ce processus coûteux en matière de ressources humaines et financières n'est en fait qu'un processus de diversion?

Maintien systématique de conditions de financement précaires.

De toute évidence, le gouvernement fédéral maintient délibérément les établissements d'enseignement des Premières Nations dans la précarité financière en vue de nuire à leur efficacité pour les discréditer et favoriser ainsi une intégration forcée avec les systèmes provinciaux. Voilà une arme ultime par laquelle le gouvernement entend forcer l'assimilation des Premières Nations.

De ce fait, le gouvernement du Canada agit en violation flagrante avec le droit à l'éducation et le droit à l'autonomie des Premières Nations reconnus par leurs traités, la Loi constitutionnelle canadienne et diverses instances internationales.

La formule de financement des écoles des Premières Nations est totalement désuète.

www.avenir-future.com

- Jamais révisée depuis son établissement, en 1988.
- Non indexée au coût de la vie depuis 1996.
- Jamais modernisée pour tenir compte des développements survenus en éducation depuis les 20 dernières années, comme l'intégration des technologies, la formation professionnelle, les sports et loisirs, les bibliothèques et bien d'autres.
- Alors que des écoles provinciales d'un bout à l'autre du Canada reçoivent une augmentation de 25 % à 175 % pour tenir compte de certaines conditions particulières, la formule fédérale ne tient que très peu compte de ces mêmes conditions pour les écoles des Premières Nations (éloignement, langues minoritaires, conditions socioéconomiques, etc.).
- Le gouvernement fédéral accepte de payer aux écoles provinciales des frais de scolarité jusqu'à deux fois plus élevés que ceux qu'il accepte de payer aux écoles des Premières Nations pour recevoir les mêmes enfants des Premières Nations, et il n'exige aucune reddition de comptes de la part de ces écoles provinciales.

Le gouvernement n'a jamais financé la mise en place d'un véritable système d'éducation des Premières Nations.

Au Canada, toutes les écoles provinciales peuvent recevoir du soutien de ministères de l'éducation, de commissions scolaires, de chaires de recherche, etc. Pourtant et malgré plusieurs études qui recommandent de le faire, le gouvernement fédéral refuse de financer des organismes des Premières Nations pour offrir de tels services. Les communautés sont forcées de puiser dans le budget de leurs programmes locaux pour offrir un financement minime à ces organismes.

Forcé par les multiples études qui en font état, le précédent ministre des Affaires indiennes a lui-même déclaré qu'il n'y a pas de véritable système d'éducation des Premières Nations!

Faute de financement, 2 858 jeunes des Premières Nations n'ont pu entreprendre des études postsecondaires en 2007.

L'insertion professionnelle dans une économie du savoir exige des études de plus en plus avancées et spécialisées. Entre 2001 et 2006, autant que 10 589 étudiants des Premières Nations n'ont pu entreprendre des études postsecondaires uniquement pour des raisons de financement.

Voici ce que le Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord mentionnait à cet effet dans son rapport de février 2007 sur l'éducation postsecondaire des Autochtones du Canada.

« ... il faudra à notre avis d'importants investissements financiers, dans l'immédiat et au cours des prochaines années, afin de renverser la vapeur et de mettre fin au cycle actuel du manque perpétuel de ressources qui afflige les apprenants des Premières nations et inuits qui veulent faire des études, et pour mettre en place un système viable, fondé sur des données concrètes, et bien adapté aux besoins actuels et futurs. Comme nous l'avons déjà dit, le prix à payer, si nous ne faisons pas cet investissement maintenant, ne sera que plus élevé plus tard. »

Le Comité a également fait état de sa préoccupation concernant les conditions précaires de financement des établissements d'enseignement postsecondaire des Premières Nations. Le CEPN, qui se penche depuis plusieurs années sur la création d'un établissement d'enseignement postsecondaire visant à desservir la clientèle des Premières Nations, peut en témoigner. Bien que ce projet soit un facteur déterminant pour améliorer la réussite scolaire et accroître la poursuite des études, le gouvernement fédéral n'accorde pas de financement en conséquence.

En fait, à ce jour, le gouvernement est demeuré totalement sourd à toutes les recommandations du Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord.

Le Canada, pays signataire de la Convention sur la diversité culturelle! Que fait-il pour protéger les langues et la culture des Premières Nations?

Des quelque 50 langues existantes encore au Canada, la moitié sont sur le point de disparaître d'ici à quelques années. Près d'une dizaine de langues autrefois florissantes ont disparu et au moins une douzaine sont menacées d'extinction à court terme. Seulement trois survivront au-delà de ce siècle si rien n'est fait pour protéger les langues des Premières Nations.

Les chiffres ci-dessous montrent ce que la formule de financement fédérale accorde aux écoles des Premières Nations membres du CEPN par élève, pour l'enseignement de leurs langues, comparativement à ce que des écoles provinciales reçoivent pour la francisation de jeunes immigrants nouvellement arrivés. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes quant à l'insignifiance du financement fédéral.

- Les écoles membres du CEPN reçoivent 185 \$ par élève pour la langue autochtone et 190 \$ pour la langue seconde (certaines communautés doivent enseigner deux langues secondes).
- La province de Québec accorde 2 082 \$ au primaire et 3 253 \$ au secondaire par élève nouvellement immigré au Québec uniquement pour leur francisation.

À coup sûr, le Canada condamne les langues des Premières Nations à leur disparition.

